

6/2017 - 12 janvier 2017

Stocks d'investissements directs étrangers à la fin 2015

L'UE demeure investisseur net dans le reste du monde

Les marchés de l'UE et des USA toujours fortement interconnectés

Les stocks d'investissements directs étrangers (IDE) détenus par l'**Union européenne** (UE) dans le reste du monde s'élevaient à 6 894 milliards d'euros à la fin de l'année 2015, en hausse de 14,9% par rapport à fin 2014. Dans le même temps, les stocks d'investissement détenus par le reste du monde dans l'**UE** ont augmenté encore plus significativement pour atteindre 5 842 milliards d'euros à fin 2015 (+22,8%). L'**UE** conservait toutefois une position extérieure nette d'investissements légèrement supérieure à 1 000 milliards d'euros vis-à-vis du reste du monde.

Les entités à vocation spéciale (EVS) résidentes de l'UE ont joué un rôle important, comptant pour 52,5% des stocks totaux d'IDE de l'**UE** à l'étranger et pour 62,7% des stocks d'IDE du reste du monde dans l'**UE**.

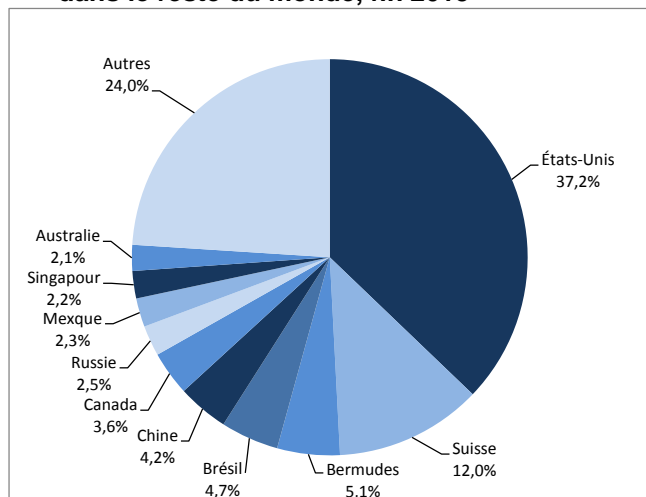
Ces données, sujettes à révision, sont publiées par **Eurostat, l'Office statistique de l'Union européenne**. Les informations relatives aux stocks d'IDE permettent de quantifier l'impact de la mondialisation et de mesurer des liens économiques durables entre les pays. Elles fournissent une indication de l'importance relative de la présence économique d'un pays à l'étranger, ou celle de partenaires étrangers dans l'entité déclarante, mesurée en termes de capitaux d'IDE.

Plus du tiers des stocks d'IDE de l'UE détenu aux États-Unis

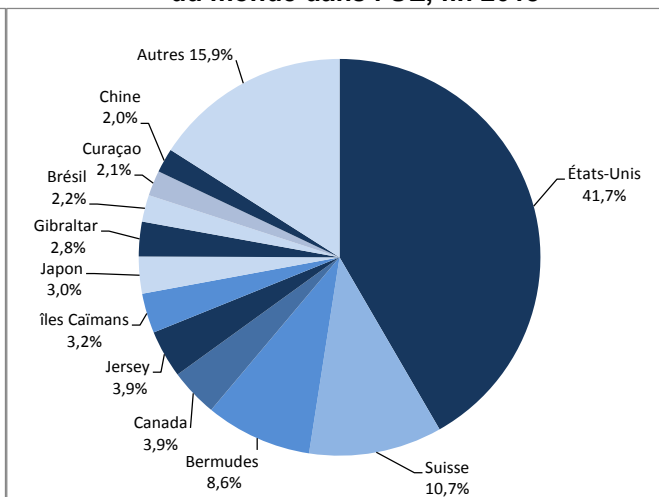
Fin 2015, les **États-Unis** concentraient 37,2% des stocks totaux détenus par l'**UE** dans le reste du monde (2 561 milliards d'euros), loin devant la **Suisse** (829 mrds, soit 12,0%), les **Bermudes** (353 mrds, soit 5,1%), le **Brésil** (327 mrds, soit 4,7%), la **Chine** (288 mrds, soit 4,2%) et le **Canada** (249 mrds, soit 3,6%).

Dans le sens inverse, les investisseurs directs des **États-Unis** ont accru leur présence dans l'UE avec un montant de stocks d'IDE de 2 436 milliards d'euros à la fin de l'année 2015 (soit 41,7% des stocks totaux d'IDE détenus par le reste du monde dans l'UE). Suivaient ceux de **Suisse** (627 mrds, soit 10,7%), des centres financiers offshore des **Bermudes** (503 mrds, soit 8,6%) et de **Jersey** (227 mrds, soit 3,9%), ainsi que ceux du **Canada** (228 mrds, soit 3,9%).

Part des stocks d'IDE détenus par l'UE dans le reste du monde, fin 2015



Part des stocks d'IDE détenus par le reste du monde dans l'UE, fin 2015



Stocks d'investissements directs étrangers par partenaire, fin 2015

	Stocks détenus par l'UE dans le reste du monde				Stocks détenus par le reste du monde dans l'UE			
	Total		dont détenus par des EVS résidentes		Total		dont détenus par des EVS résidentes	
	en mrd d'euros	Part	en mrd d'euros	EVS/ Total	en mrd d'euros	Part	en mrd d'euros	EVS/ Total
Total extra UE	6 894	100,0%	3 620	52,5%	5 842	100,0%	3 664	62,7%
Europe (hors UE), dont	1366	19,8%	804	58,8%	1241	21,2%	662	53,3%
Suisse	829	12,0%	564	68,1%	627	10,7%	268	42,7%
Norvège	85	1,2%	21	25,3%	76	1,3%	27	35,2%
Gibraltar	71	1,0%	:	:	165	2,8%	:	:
Jersey	60	0,9%	:	:	227	3,9%	:	:
Russie	172	2,5%	99	57,5%	61	1,0%	19	31,5%
Turquie	76	1,1%	17	22,8%	7	0,1%	1	15,1%
Afrique, dont	292	4,2%	106	36,4%	25	0,4%	3	13,5%
Égypte	41	0,6%	14	32,8%	0	0,0%	:	:
<i>Pays du Maghreb</i>	35	0,5%	:	:	3	0,1%	:	:
Angola	36	0,5%	:	:	1	0,0%	:	:
Nigéria	32	0,5%	14	42,7%	4	0,1%	1	20,4%
Afrique du Sud	79	1,1%	31	39,2%	12	0,2%	4	31,7%
Amérique, dont	4 085	59,3%	2 351	57,5%	3 855	66,0%	2 608	67,6%
Canada	249	3,6%	164	65,9%	228	3,9%	184	80,8%
États-Unis	2 561	37,2%	1 417	55,3%	2 436	41,7%	1 489	61,1%
Bermudes	353	5,1%	:	:	503	8,6%	:	:
Curaçao	74	1,1%	:	:	120	2,1%	:	:
Îles Caïmans	105	1,5%	:	:	189	3,2%	:	:
Mexique	162	2,3%	77	47,6%	35	0,6%	22	62,5%
Iles Vierges britanniques	40	0,6%	:	:	103	1,8%	:	:
Argentine	39	0,6%	9	22,8%	2	0,0%	0	24,3%
Brésil	327	4,7%	172	52,7%	127	2,2%	113	88,9%
Chili	42	0,6%	10	23,6%	0	0,0%	:	:
Vénézuéla	26	0,4%	10	38,4%	2	0,0%	0	20,1%
Asie, dont	874	12,7%	228	26,1%	524	9,0%	237	45,2%
Israël	16	0,2%	:	:	45	0,8%	:	:
<i>Pays arabes du Golfe</i>	62	0,9%	:	:	73	1,2%	:	:
Chine (incl. Hong-Kong)	288	4,2%	36	12,6%	115	2,0%	65	56,3%
Japon	88	1,3%	25	28,6%	176	3,0%	35	19,7%
Inde	51	0,7%	9	16,8%	16	0,3%	12	75,2%
Singapour	154	2,2%	55	35,7%	59	1,0%	35	60,5%
Corée du Sud	50	0,7%	20	39,8%	21	0,4%	1	5,0%
Indonésie	30	0,4%	:	:	-4	-0,1%	:	:
Kazakhstan	43	0,6%	:	:	1	0,0%	:	:
<i>NIC S2 d'Asie</i>	40	0,6%	:	:	11	0,2%	:	:
Océanie, dont	169	2,5%	56	33,3%	33	0,6%	8	24,2%
<i>Australie</i>	146	2,1%	40	27,5%	25	0,4%	3	10,8%
Centres financiers offshore	1 064	15,4%	641	60,3%	1 620	27,7%	1 225	75,6%

La somme des continents n'est pas toujours égale au total extra-UE en raison des opérations d'arrondi ainsi que des stocks non attribués. Les données sources sont consultables [ici](#).

Informations géographiques

L'**Union européenne** (UE) comprend la Belgique, la Bulgarie, la République tchèque, le Danemark, l'Allemagne, l'Estonie, l'Irlande, la Grèce, l'Espagne, la France, la Croatie, l'Italie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, la Hongrie, Malte, les Pays-Bas, l'Autriche, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Slovaquie, la Sloveenie, la République tchèque, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni.

Les **pays du Maghreb** comprennent l'Algérie, le Maroc et la Tunisie.

Les **pays arabes du Golfe** comprennent Bahreïn, l'Iraq, le Koweït, Oman, le Qatar, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Yémen.

Les **NIC S2 d'Asie 2** (nouveaux pays industrialisés d'Asie de la deuxième vague d'industrialisation) comprennent la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande.

Les **centres financiers offshore** (CFO) sont un agrégat qui comprend 40 pays. À titre d'exemple, l'agrégat contient des centres financiers européens, comme le Liechtenstein, Guernesey, Jersey, l'île de Man, Andorre et Gibraltar, des CFO d'Amérique centrale comme le Panama et des îles des Caraïbes telles que les Bermudes, les Bahamas, les Îles Caïmans et les Îles Vierges, ainsi que des CFO asiatiques, comme Bahreïn, Hong-Kong, Singapour et les Philippines. Par conséquent, les pays inclus dans l'agrégat des CFO sont également inclus dans l'agrégat correspondant à leur continent.

Méthodes et définitions

La principale référence méthodologique utilisée pour la production des statistiques relatives aux stocks d'investissements directs étrangers est la sixième édition du manuel de la balance des paiements (MBP6) du Fonds monétaire international (FMI).

Les **stocks d'investissements directs étrangers (IDE)** indiquent la valeur de l'investissement à la fin de la période. Les **IDE** constituent la catégorie des investissements internationaux qu'un investisseur d'une économie effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie. L'intérêt durable implique l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur et l'entreprise, ainsi qu'un niveau significatif d'influence de l'investisseur sur la gestion de l'entreprise. Formellement, cet intérêt est considéré comme acquis dès lors que l'investisseur direct possède 10% ou plus des voix au conseil d'administration (pour une entreprise constituée en société) ou l'équivalent (pour toute autre entreprise).

Les **entités à vocation spéciale** (EVS) sont essentiellement des sociétés financières sous contrôle étranger réalisant principalement des transactions financières transfrontalières et ayant une activité locale négligeable, voire pas d'activité locale, dans l'État membre de résidence. Les données concernant les IDE détenus à l'étranger par les EVS résidentes et les IDE détenus par le reste du monde dans les EVS résidentes sont disponibles uniquement pour certains pays partenaires, pour l'agrégat des centres financiers offshore et pour l'agrégat du total extra-UE.

Révisions et calendrier

Les chiffres présentés dans ce communiqué de presse correspondent aux données annuelles les plus récentes sur les IDE transmises par les États membres de l'UE. Les données pour l'agrégat de l'UE tiennent compte des données confidentielles et d'estimations faites pour les données manquantes de certains États membres. Cela garantit le respect des normes internationales et l'exhaustivité des agrégats de l'UE. Les données annuelles présentées dans le présent communiqué de presse seront mises à jour dans un an lorsque des données révisées auront été transmises par les États membres.

Plus d'informations

Section du site web d'Eurostat consacrée aux statistiques des investissements directs étrangers

Base de données d'Eurostat sur la balance des paiements et les investissements directs de l'UE

Article Statistics Explained d'Eurostat sur la méthodologie des statistiques relatives aux IDE

Publié par: **Service de presse d'Eurostat:**

Vincent BOURGAIIS
Tél: +352-4301-33 444
eurostat-pressoffice@ec.europa.eu


 [ec.europa.eu/eurostat/](https://www.ec.europa.eu/eurostat/)

 [@EU Eurostat](https://twitter.com/EU_Eurostat)

Production des données:

Jean-François YATTIEN-AMIGUET
Tél: +352-4301-33 977
jean-francois.yattien-amiguuet@ec.europa.eu

Marie-Josée KEIFFER-STECKER
Tél: +352-4301-34 304
marie-josée.keiffer-stecker@ec.europa.eu

 **Demandaes média:** Eurostat media support / Tél: +352-4301-33 408 / eurostat-mediasupport@ec.europa.eu